

DISPOSITIFS D'INSERTION PROFESSIONNELLE À ORAN

70% de projets de création
d'entreprise approuvés en 2008

C'est dans le cadre d'une journée de sensibilisation que la Direction de la formation professionnelle (DFP) a organisé dernièrement une conférence au CFPA de Maravale, et ce, dans le but de mieux informer ses jeunes diplômés sur les différents dispositifs mis en application pour faciliter leur intégration dans le monde professionnel.

Animé par les différents représentants des institutions d'aide à l'insertion professionnelle, comme la Direction de l'action sociale (DAS) d'Oran, l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) et par le responsable local de l'application du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) à Oran, cette rencontre a permis aux conférenciers de citer quelques statistiques qui témoignent de l'efficacité de leurs programmes mis en application.

Dans ce contexte, l'Ansej a enregistré en 2008 le dépôt de près de 835 dossiers. À l'issue de leur étude menée au cours des 24 sessions entreprises en 2008 devant la commission-clé relevant de la même institution, l'on saura que 572 dossiers ont reçu un avis favorables (soit près de 70%). Pour le reste, 48 dossiers ont été ajournés, tandis que 15 autres ont été rejetés.

Pour sa part, le dispositif de la DAIP a permis la création de 2 124 postes d'emploi, répartis sur les différents secteurs, dont 1 250 affectés aux jeunes demandeurs d'emploi (surtout sans qualification) inscrits dans le cadre des projets lancés par les communes (nettoyage, maintenance, aménagement...). Pour le

DAIP, toute une panoplie de types de contrat est conçue, cela varie selon la durée du contrat et du type de diplôme obtenu. Ce nouveau programme, comme il a été souligné, a été mis en œuvre en juin 2008 suite au décret exécutif n°8-126 promulgué le 19/04/2008.

Ce dispositif consiste à prendre en charge la rémunération des candidats aux postes offerts. Il donnera

aussi aux employeurs des jeunes diplômés des avantages fiscaux et parafiscaux très intéressants ainsi qu'une prise en charge allant jusqu'à 60% des frais de formation si le recruteur décide d'engager ses nouveaux employés.

Les contrats annuels disponibles varient dans la durée de 1 à 3 ans et sont rémunérés de 4 000 à 12 000 DA. Dans ce sillage, le responsable local de ce projet a noté que son département est en concertation avec la chambre d'artisanat pour élaborer des contrats permettant de créer davantage de postes salariaux.

En même temps, l'Ansej projette désormais d'élargir

ses compétences, en ce qui concerne l'accompagnement des porteurs de projets, pour répondre au mieux aux exigences requises pour l'intégration dans le marché de l'emploi.

M. Sahnoun Abdel Rahim, chef de service de la direction de la formation professionnelle, nous a signalé que cette manifestation intervient dans le cadre des campagnes de sensibilisation organisées par son secteur au profit des diplômés des centres de formation professionnels dans le but de mieux les introduire dans le monde du travail.

Ben Aziz

VISITE DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE

Un premier contact

L'ambassadeur de France, M. Xavier Briencout, a effectué hier une visite à Oran, la première du genre depuis sa nomination en Algérie et ce, pour une simple prise de contact. Après une entrevue avec le wali d'Oran qui a porté entre autres sur les projets structurants de la ville, l'ambassadeur de France s'est rendu à la CCIO pour une rencontre avec des opérateurs économiques de l'Ouest.

Réaffirmant devant ces derniers le caractère particulier des relations économiques et commerciales entre nos deux pays, M. Xavier Briencout a expliqué que son message aux chefs d'entreprises français serait de leur dire : «L'Algérie de 2009 n'est pas l'Algérie de 1990 ; la situation sécuritaire s'est améliorée...

Il y a des opportunités d'investissement, l'Algérie a des réserves de change importantes et un taux de croissance de plus de 4%, ce qui est mieux que nous.» Pour ce qui est de la question des visas, l'ambassadeur a expliqué que l'ouverture du consulat général à Oran était

en soi un engagement alors que le contexte fait qu'au contraire la France tend à réduire ses représentations pour des raisons économiques, semble-t-il : «Je sais que la question des visas est une question sensible. Je vais réunir les trois consuls pour voir comment améliorer les services des visas.»

En matière d'économie, l'ambassadeur de France a rappelé que les exportations françaises vers l'Algérie représentent 17% du marché algérien dans les secteurs des transports, de l'agro-alimentaire, des médicaments, des infrastructures... Et de souligner encore que «50% des entreprises françaises exportatrices vers l'Algérie sont des PME». Interrogé sur la guerre à Ghaza et l'implication de la France dans le blocus, ce dernier niera la participation de son pays à tout blocus, soulignant auparavant les efforts de la diplomatie de son pays avec l'Égypte pour résoudre la question.

Fayçal M.

CONSTANTINE

Le nombre de suicides en nette progression

Le phénomène du suicide prend de l'ampleur à Constantine et ne semble pas connaître de répit en ce début d'année 2009. C'est du moins ce qui ressort du constat établi par la Protection civile durant l'année précédente.

Un constat des plus alarmants car comparativement à l'année 2007, le nombre des suicidés en 2008 a connu une augmentation vertigineuse. De plus, les sapeurs-pompiers ont enregistré plus d'une dizaine de tentatives de suicide dont les auteurs sont, pour la plupart, des attardés mentaux. Les fameux ponts, qui font la réputation de cette ville séculaire, ont consommé, à eux seuls, un tiers des victimes soit huit sur les vingt-quatre décès à mettre sous le chapitre des suicides durant cette année. Les autres victimes se sont données la mort par différents moyens (prise de médicaments, de produits chimiques, chute

d'immeubles...), a indiqué l'officier ayant exposé le bilan annuel des interventions de la Protection civile au long de l'exercice écoulé. Ainsi, les sapeurs-pompiers ont déjà actionné le compteur pour cette année et ont pu avorter une autre tentative de suicide lundi dernier. Une jeune femme âgée de 25 ans voulait se jeter par-dessus le pont de Sidi Rached.

Les suicidés comme les malheureux candidats au suicide sont âgés, pour la quasi-totalité, entre 14 et 40 ans. Sauf qu'il faut préciser que ce phénomène n'épargne pas les personnes les plus âgées. Le bilan de la Protection civile fait état du suicide d'un sexagénaire.

Néanmoins, les mobiles de cet accroissement du phénomène demeurent inconnus, même si les hommes sont plus enclins à se donner la mort que les femmes, selon les informations communiquées par la Protection civile.

Le même bilan indique que les deux tiers des suicidés sont de sexe masculin, soit seize sur vingt-quatre. Par ailleurs, ce bilan renseigne sur les proportions alarmantes qu'a connues un autre phénomène social, à savoir les homicides contre les bébés issus de relations extraconjugales.

Les mêmes services ont pu récupérer cinq nouveaux-nés dont deux vivants et un fœtus. Parmi les bébés ayant trouvé la mort, les sapeurs-pompiers ont relevé le cas d'une victime par étranglement.

En gros, les sapeurs-pompiers ont exécuté plus de 8 500 évacuations sanitaires

dont près de 150 morts et ont secouru environ 8 000 personnes en danger. Les interventions relatives aux situations d'asphyxie ont également enregistré une hausse par rapport à l'année 2007. Si le nombre des blessés dans de telles conditions n'a pas beaucoup évolué (quarante-six contre trente-sept en 2007), le nombre des morts par asphyxie a doublé (dix dont six membres d'une même famille). Cet état de fait est dû essentiellement au manque de bouches d'aération et à la défection de la tuyauterie de gaz et aussi la non-conformité des autres équipements (poêles à gaz contrefaits notamment).

Une coordination efficace entre les services concernés s'impose, selon les termes du conférencier, afin de mettre un terme à ce problème.

L. H.

ACCUSÉ
D'AVOIR UTILISÉ
DES DOSSIERS
DE HANDICAPÉS
MENTAUX À BLIDA
Un homme d'affaires
sous les verrous

Accusé d'avoir utilisé les dossiers de deux handicapés mentaux pour bénéficier des crédits à la consommation à leur insu, un homme d'affaires vient d'être placé sous mandat de dépôt par le juge d'instruction de Blida. Selon une source proche du dossier, le mis en cause aurait promis aux deux victimes de les embaucher dans son entreprise mais se serait servi de leurs dossiers respectifs pour décrocher un montant global de 40 millions de centimes d'une banque étatique.

Convoqués par le directeur de la banque afin qu'elles entament le remboursement échelonné, les deux victimes nient avoir sollicité quoi que ce soit de cette banque. Une plainte est vite déposée contre X mais les éléments de la brigade de recherches et d'investigation de la sûreté de wilaya de Blida découvrent le pot aux roses.

L'enquête révélera que des produits électroménagers ont été réellement acquis dans le cadre du crédit à la consommation, chez un fournisseur à Blida, au nom des deux handicapés mentaux.

Interrogés, ces deux derniers avoueront avoir remis des dossiers à l'homme d'affaires en question en vue d'un recrutement. Toutefois, celui-ci niera en bloc son implication dans cette affaire. A noter que son présumé complice, le fournisseur, ne s'est pas présenté à l'instruction et en croit savoir qu'un mandat d'amener a été délivré à son encontre.

M. B.

CNAS KHENCHELA
Journée
d'information
et de sensibilisation

La Maison de la culture de Khenchela a abrité dimanche une journée d'information et de sensibilisation avec les partenaires professionnels et sociaux. Dans une communication-débat, animée par le Dr Acheuk Youcef, de la direction générale de la Cnas, plusieurs thèmes ont été soulevés, comme le tarif de référence et générique, le tiers payant et conventionnement des pharmacies, des cliniques privées, le transport sanitaire, la contractualisation, ainsi que le système Chiffa, les réformes nouvelles engagées par la Cnas pour un meilleur suivi des ressources allouées, la baisse conséquente des prix du médicament avec un ralentissement du taux d'évolution de la dépense et une amélioration des prestations au profit des assurés.

Selon ce cadre de la Cnas, 8 millions d'assurés sociaux, soit 80% de la population ou plus de 50 millions d'ordonnances sont remboursées chaque année, pour une enveloppe financière de 64 millions de DA en produits pharmaceutiques par la Cnas sur l'assurance-maladie, maternité, invalidité, assurance décès, assurance accidents du travail, maladies professionnelles et allocations familiales gérées par la Cnas pour le compte de l'Etat.

La contractualisation des liens entre la Caisse de sécurité et les structures de santé a été évoquée. Elle a pour objectif la refonte de la procédure de forfait hospitalier en matière de participation à la Cnas, et l'introduction d'une nouvelle tarification en matière de prestations de santé au profit des assurés sociaux et ayants droit. La carte Chiffa, d'après l'intervenant, entrera en vigueur à Khenchela en juin 2009. Elle facilitera la tâche aux partenaires sociaux et garantira de meilleures prestations.

S. A.